(1)

(N° 270.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JUILLET 1851.

DROIT SUR LE DÉBIT DU TABAC⁽¹⁾.

Rapport fait, au nom de la section centrale ⁽²⁾, par M. VEYDT.

MESSIEURS,

Quand il s'agit d'établir ou de modifier une loi d'impôt, il faut s'attendre à de nombreuses critiques et souvent à une vive opposition. C'est la règle commune, à laquelle le projet de loi, dont la Chambre va aborder l'examen, semble destiné à faire une de ces rares exceptions.

L'idée de s'adresser au débit du tabac pour qu'il supporte une part légère dans les charges publiques a reçu bon accueil des sections. Elles avaient réuni soixante-huit membres pour la discussion du projet; quarante-huit se sont prononcés en sa faveur, treize se sont abstenus et sept seulement ont voté le rejet. Aucun des amendements admis ne porte atteinte au principe même de l'impôt proposé.

Si nous mettons à l'écart les digressions qui ont eu lieu sur les grands travaux d'utilité publique, dont les dépenses doivent être en partie couvertes par le produit du nouvel impôt, si nous tenons compte des réserves, qui ont motivé l'abstention de quelques membres afin de n'être en aucune manière engagés au sujet de ces travaux, ce qui bien évidemment ne pouvait jamais être la conséquence du vote qu'ils auraient émis, l'analyse bien complète des observations et des légères modifications, approuvées par les sections, n'est pas longue à faire.

Le rapporteur de la 1^{re} section a été chargé de demander en section centrale

(1) Projet de loi, n° 247.

(2) La section centrale, présidée par M. VERHAEGEN, était composée de MM. ALP. VANDEN-PEFREBOOM, MOREAU, MERCIER, GOOLS, VEYDT et COOMANS.

une explication au sujet de la crainte, manifestée par un membre, qu'un négociant en gros, qui reçoit du tabac ou des cigares de l'étranger et les vend non pour la consommation directe, mais pour la spéculation ou la fabrication, ne soit assujéti plus tard à prendre une patente de débitant et que la même chose n'arrive au fabricant.

Le rapporteur de la 2^e section a été chargé de demander à M. le Ministre des Finances communication des bases du calcul, d'après lequel la perception est évaluée à 300,000 francs.

La même section a recommandé l'examen en section centrale des questions suivantes :

1^o Ne serait-il pas préférable de créer un droit spécial de patente, que les débitants de tabac et de cigares auraient à payer, en disant, par exemple, que le débitant de tabac serait imposé de telle à telle classe du tarif A et le débitant de cigares de telle à telle classe du même tarif ;

2^o Quelle est l'évaluation des frais de perception en rapport avec le produit de l'impôt ?

3^o N'y a-t-il rien à faire dans la loi nouvelle pour obvier à un abus, auquel on pense que l'exécution de la loi relative aux boissons distillées donne lieu ? N'arrive-t-il pas, en effet, que des débitants de ces boissons se déclarent insolubles, après l'envoi de leur déclaration de débit au receveur et continuent cependant leur vente ?

4^o Examiner le mérite d'une autre classification, qui consisterait à établir cinq classes pour le débit du tabac : 1^{re} classe, 20 francs ; 2^e, 15 francs ; 3^e, 10 francs ; 4^e, 5 francs et 5^e, 3 francs.

Et dix classes pour le débit de cigares : 120, 108, 96, 84, 72, 60, 48, 36, 24 et 12 francs.

5^o Proposer la suppression des mots *vert ou sec* à l'art. 1^{er} du projet, parce qu'ils peuvent faire croire que le cultivateur, qui ne fait que vendre le produit du sol qu'il a cultivé, est aussi passible du droit de débit ; ce que la section ne saurait admettre.

Sur tous les points qui précèdent, la 2^e section s'en est référé à l'examen de la section centrale.

Elle a ensuite déclaré qu'elle entend ne faire payer qu'un droit unique de débit à celui qui vend à la fois du tabac et des cigares.

La 3^e section a émis l'avis qu'il y a lieu d'augmenter le nombre des classes et de donner à la classification une base qui serait le produit présumé de la vente. Son rapporteur a reçu la mission d'appeler sur cette double observation l'examen de la section centrale.

La 4^e section a élevé, pour le débit du tabac, le chiffre du droit de la 1^{re} classe, à 18 francs au lieu de 15, et celui de la 2^e classe à 12 au lieu de 10. (Art. 1^{er} du projet de loi.) Cette modification a été adoptée par neuf voix contre une. Un membre s'est abstenu.

Pour le débit des cigares, la proposition d'une huitième classe au droit de 120 francs, a été admise par huit voix contre trois.

En ce qui concerne l'art. 2, cette section a remplacé les mots *directement pour la consommation* par ceux-ci : *directement aux consommateurs.*

La 5^e section a recommandé d'insister en section centrale sur la portée des mots « débitant de tabac *vert* » de l'art. 1^{er}. S'il en résultait une taxe sur le tabac vendu en première main par le cultivateur, la section a décidé, à une très-grande majorité, qu'elle ne saurait y donner son assentiment.

Dans son opinion, le nouvel impôt comptera pour la formation du cens électoral. S'il existait un doute à cet égard, il faudrait le lever.

Enfin, la 6^e section, au sein de laquelle deux amendements avaient été présentés, au sujet de l'art. 1^{er}, l'un tendant à n'exiger l'impôt que du débit des cigares et l'autre à admettre, pour le débit du tabac, une 4^e classe avec un droit de quatre francs, n'a donné son approbation qu'à cette seconde modification, qui a réuni l'unanimité des suffrages.

Cette section croit utile d'ajouter à la fin de l'art. 3 les mots *et cigares*.

Les questions posées par chaque section ont été reproduites en section centrale. Nous allons d'abord faire connaître les réponses du Gouvernement, en suivant le même ordre.

Pour écarter la crainte manifestée dans la 1^{re} section, il est répondu « qu'il s'agit d'établir un droit de débit exigible seulement de ceux qui vendent directement pour la consommation. Aucune vente faite à d'autres qu'aux consommateurs ne peut donc donner lieu à l'application de la loi : les spéculateurs, les fabricants, qui vendent aux débiteurs ou à d'autres fabricants, ne peuvent être soumis à l'impôt. »

2^e SECTION. L'annexe, placée à la fin du rapport fait connaître d'après quelles prévisions la somme de 300,000 francs pourra être atteinte.

Voici les autres réponses qui concernent cette section :

1^o « Les débiteurs de tabac sont imposés au droit de patente non comme débiteurs de tabac, mais comme boutiquiers. Plusieurs vendent une foule d'autres objets ; de sorte qu'il faudrait ou bien une seconde patente, ce qui reviendrait au même, ce qui serait un droit de débit, ou bien augmenter la patente elle-même, ce qui serait injuste, puisque l'on ne veut atteindre que le tabac seulement. Si l'on confondait les deux cotisations, il pourrait arriver que les produits fussent nuls ou à peu près et dans tous les cas il serait impossible de les prévoir.

2^o « Le produit étant évalué à 300,000 francs, la moyenne des remises des receveurs est estimée à 2 1/2 p. ‰, soit fr. 7,500

Confection des rôles 323

Matériel. 950

Total. fr. 8,773

soit environ 3 p. ‰.

3^o « Il résulte des renseignements recueillis par le rapporteur de la section centrale que les dispositions de la loi du 1^{er} décembre 1849 sur le droit de débit en détail des boissons alcooliques, que l'art. 3 du projet rend applicables au débit de tabac, seront suffisantes. L'abus dont il a été fait mention ne se représente plus. Le débit illégal n'est jamais de longue durée ; lorsqu'il existe, un avertissement sérieux suffit d'ordinaire pour le faire disparaître, sans devoir recourir aux moyens de rigueur. Le nombre des procès-verbaux, auxquels il a été donné suite en justice, est minime ;

4° « Augmenter les classes, ce serait diminuer les produits, si surtout l'on créait des classes inférieures à celles qui sont proposées. C'est toujours dans la classe la moins élevée que l'on range le plus grand nombre de contribuables. Le tarif proposé, malgré les classes supérieures, ne donnerait pas 200,000 francs. »

5° « Les mots *tabac vert ou sec* doivent être maintenus, parce qu'il arrive fréquemment que les consommateurs de tabac achètent du tabac vert, qu'ils font sécher eux-mêmes, afin d'avoir la certitude de le posséder bien pur. Il est évident qu'avec le nouvel impôt, cet usage tendrait à se propager si l'on n'y portait remède et qu'il y aurait ainsi un véritable privilège en faveur de certains débiteurs. Quand les cultivateurs vendront aux fabricants ou aux débiteurs, ils ne seront pas soumis à l'application de la loi, qui ne concerne que les seules personnes qui vendent du tabac aux consommateurs. »

Le Département des Finances a fait valoir contre le droit unique de débit, qui a été préféré dans la seconde section, les objections suivantes :

« Établir une seule catégorie de débiteurs, ce serait encore s'exposer à des mécomptes, parce qu'un certain nombre de débiteurs de cigares seraient rangés dans la dernière classe et qu'il serait peu prudent de fixer la contribution de celle-ci à un chiffre supérieur à six francs.

» Les redevables consulteront leurs intérêts. Si aujourd'hui ils ne vendent pas de cigares en assez grande quantité pour couvrir en un an la taxe de 24 francs, ils n'en vendront plus ; mais en ce cas aussi il est inutile de s'y arrêter. Dans le cas contraire, il est évident que la taxe sera payée par le consommateur. »

Suivant la 3^e section, le produit présumé devrait être la base de la classification. Le Gouvernement a répondu que « la classification se fera d'après l'importance notoire du débit, comme pour la vente en détail des boissons distillées. La loi des patentes adopte également, en bien des cas, la même base et il est rare que son application soulève des réclamations, que les députations permanentes ont d'ailleurs toujours le droit d'accueillir quand elles sont fondées. On ne pense pas, d'un autre côté, qu'il soit plus facile de préciser le produit *présumé* que l'importance notoire d'un débit. C'est tout un. »

5^e SECTION. On est bien d'accord que le droit de débit concourra aussi pour la formation du cens électoral. Il en sera ainsi sans que le législateur doive le dire, à cause de sa nature d'impôt direct.

DISCUSSION ET RÉOLUTIONS DE LA SECTION CENTRALE.

Discussion générale.

Un membre déclare qu'il ne peut approuver la marche que le Gouvernement a l'intention de suivre. S'il s'agit d'imposer de nouvelles charges au pays, c'est à des dépenses, auxquelles il faudra nécessairement faire face, qu'il faudrait avant tout appliquer les ressources que le trésor pourra en obtenir. De cette nature sont les dépenses prévues, inévitables pour remettre le matériel de la guerre en bon état ; les dépenses pour l'achèvement du chemin de fer et le complément de ses moyens de transport. Mais que fait-on ? On donne la préférence à une série de travaux nouveaux et considérables, sans que l'on sache bien ce qu'il en coûtera pour les achever. Ce n'est pas la conduite qu'un gouvernement prudent devrait suivre.

Cette manière de voir est partagée par un autre membre, surtout si l'intention est que tous les travaux soient décrétés à la fois. Il désire connaître ce qui arrivera des trois lois d'impôt, présentées à la séance du 2 juillet. Seront-elles toutes mises en vigueur, si les travaux publics n'étaient pas adoptés dans leur ensemble ?

La section est d'accord pour demander des éclaircissements à ce sujet.

Il a été répondu que « le Gouvernement réclame des ressources en proportion des dépenses qu'il propose de décréter. Si l'on vote toutes les dépenses, toutes les recettes seront nécessaires ; si l'on admet plus ou moins de travaux que ceux qui sont projetés et que les différences aient une certaine importance, il y aura lieu d'augmenter ou de réduire les recettes. Il est évident, d'ailleurs, que les impôts et les travaux étant en corrélation directe, les uns ne peuvent être isolés des autres. »

Le membre, qui a fait l'observation relative aux dépenses pour le matériel de la guerre, propose d'inviter le Gouvernement à faire connaître s'il n'a pas dès à présent la certitude que des dépenses considérables devront être faites à cette fin et quel est le chiffre approximatif de ces dépenses ?

Cette proposition est combattue par plusieurs membres, qui pensent qu'elle trouvera plus naturellement sa place dans la discussion relative aux travaux publics. Elle sera bien certainement faite alors ; tous les renseignements indiqués ici ne peuvent manquer d'être fournis avec bien d'autres encore, dont la section centrale chargée d'examiner le projet de loi des travaux, devra faire la demande. Par ce motif on pourrait, sans rien compromettre, se renfermer plus spécialement dans l'examen du projet de loi, dont il s'agit en ce moment.

La proposition, mise aux voix, est rejetée par quatre voix contre trois.

Discussion des articles.

ART. 1^{er}. Un membre rappelle l'opinion, émise par la 3^e section, que le produit présumé devrait être la base de la classification des débiteurs. Selon lui, la réponse faite par M. le Ministre des Finances ne la réfute pas. Elle se borne à dire que la classification des débiteurs se fera suivant l'importance notoire de leur débit, ainsi que cela se pratique en matière de patentes ; que l'importance notoire et le débit présumé sont une seule et même chose, que l'une est l'équivalent de l'autre ; que la classification des débiteurs de boissons, établie par la loi du 1^{er} décembre 1849, a également pour base l'importance notoire du débit et qu'il n'y a pas de raisons de ne point en agir de même à l'égard des débiteurs de tabac.

Ce membre soutient que, dans l'espèce, l'importance notoire ou plutôt relative du débit et le débit présumé sont deux choses complètement différentes ; il entre à cet égard dans les explications suivantes :

En matière de patente, le débit présumé se traduit par un chiffre déterminé, qui sert de base à l'impôt et fait d'ailleurs l'objet d'une déclaration de la part des intéressés ; un même chiffre de débit donne lieu au même droit, quelle que soit la population des communes.

L'importance notoire ou relative des affaires d'un patentable n'est, au contraire, qu'une appréciation qui résulte d'une comparaison faite entre les patentables d'une même profession et manquant de base fixe pour l'assiette du droit. Or, il est

évident que les répartiteurs d'une commune rurale ne peuvent se former une idée de l'importance relative des affaires d'un patentable de leur localité, par rapport à celles des patentables de la même profession dans des villes de 30, 40 ou 100 mille habitants. C'est cependant ce qui devrait être, pour qu'ils pussent appliquer sagement la classification unique établie par le projet de loi. Le législateur de 1819 a très-bien compris que, chaque fois, qu'à défaut d'une autre base déterminée, le droit devait être réglé d'après l'importance attribuée à un établissement par la notoriété publique, il fallait de toute nécessité diviser les communes en différentes catégories selon leur population, par la raison qu'en général, et sauf les exceptions que la loi ne peut atteindre, les mêmes circonstances ne se présentent, relativement à ces établissements, que dans les communes d'une population à peu près la même. Ainsi, par exemple, les répartiteurs des communes rurales sauront très-bien faire l'application d'un tarif qui ne sera formé que pour les communes de cette catégorie, parce qu'ils connaissent l'importance des professions exercées dans des localités semblables qu'ils visitent fréquemment; il en est de même des contrôleurs des contributions directes, qui n'ont en général dans leur ressort que des communes d'une ou de deux catégories; mais les uns et les autres seront hors d'état de faire une bonne classification si leur application doit reposer sur des éléments dont ils n'ont qu'une connaissance fort incomplète.

Au surplus, l'application du droit d'après l'importance notoire des établissements soumis au droit de patente a paru tellement irrégulière et défectueuse, qu'elle n'a été admise que comme auxiliaire dans certains cas et en général que pour des professions, à l'égard desquelles il a été impossible de trouver une base fixe.

La loi du 1^{er} décembre 1849 relative au droit sur le débit de boissons admet, à l'instar de celle du 24 mai 1819, quatre catégories de communes. Des sept classes ouvertes pour les débitants de boissons, les 5^e, 6^e et 7^e sont seules applicables aux communes d'une population inférieure à mille habitants; les 4^e, 5^e et 6^e aux communes d'une population de mille âmes et au-dessus, mais inférieure à neuf mille et ainsi de suite. Cette classification permet aux répartiteurs et aux contrôleurs d'agir avec connaissance de cause; mais jusqu'ici il n'existe aucun impôt qui soit appliqué d'une manière aussi arbitraire, aussi aveugle que le serait celui qui fait l'objet du projet de loi, à moins qu'il ne s'agisse d'établissements qui, par leur nature, ont généralement la même importance dans les petites localités que dans les grandes villes, ou qui même ne se forment, le plus souvent, que dans les communes rurales et pour la cotisation desquels on n'a pas trouvé de base fixe.

L'exposé des motifs indique la raison pour laquelle les cotisations doivent être uniformes partout sans distinction quant à la population des communes. Si cette raison doit faire renoncer au système de la division des communes par catégories, il faut aviser à un autre moyen d'établir l'égalité proportionnelle entre les contribuables. Ce moyen la loi des patentes le fournit; c'est le montant du débit, faisant l'objet d'une déclaration de la part des intéressés, sous le contrôle des répartiteurs et des agents de l'administration des contributions directes. C'est ainsi que sont imposés aujourd'hui les débitants de tabac eux-mêmes. A la vérité, beaucoup d'entre eux vendent en même temps d'autres marchandises, mais le débit de tabac est déjà apprécié en lui-même, puisque, d'après les §§ 1 et 2 du tableau n° 6, annexé

à la loi des patentes du 21 mai 1819, le débit de tabac à fumer et en poudre doit être augmenté de moitié pour l'établissement du droit. Ils pourraient à l'avenir être imposés spécialement d'après le montant de leur débit, de manière à faire atteindre le produit que le Gouvernement a en vue et en outre celui qui résulte aujourd'hui de l'application du droit de patente.

On se rapprocherait ainsi autant que possible de l'égalité proportionnelle dans la répartition du nouveau droit et l'on éviterait une anomalie qui consiste à frapper deux fois un contribuable pour une même profession.

Le Gouvernement possédant seul les données statistiques nécessaires pour établir une classification sur cette base, le membre, qui a présenté les observations qui précèdent, s'abstient de formuler un amendement et se borne à proposer à la section centrale de déclarer : qu'il y a lieu d'adopter pour la fixation du droit de débit la base du débit présumé, d'après le mode suivi en matière de patentes.

Un autre membre croit qu'il peut être répondu à ces observations, dont il ne méconnaît pas la valeur, par des exemples puisés dans la loi du 21 mai 1819 elle-même.

L'Exposé des motifs du projet explique pourquoi les cotisations nouvelles doivent être uniformes partout, sans aucune distinction quant à la population. Cela a paru juste et fondé. Ne pouvant s'appuyer sur un classement basé sur la population (tarif *B*), l'auteur du projet a eu recours au mode suivi par le législateur de 1819 pour le tarif *A*, lorsqu'il reçoit son application sans qu'il soit possible d'indiquer des éléments certains, propres à servir de base à la cotisation. Citons pour exemple les vingt-huit espèces de moulins, désignés au tableau n^o 4 de la loi de 1819. Là, comme pour le débit de tabac, il y a pour une même industrie plusieurs classes applicables à tout le royaume. Les moulins à drèche sont fort nombreux en Belgique ; ceux qui sont mûs par l'eau peuvent être rangés dans huit classes différentes (n^{os} 6 à 13) et donner lieu, en conséquence, à une cotisation qui varie de 55 à 6 florins, suivant le tarif *A*, modifié par la loi du 6 avril 1825. Cette différence est plus sensible que celles qui existeront entre les trois classes de débitants de tabac et les sept classes de débitants de cigares. Et cependant dans l'application de la loi de 1819, qui a déjà plus de trente années d'existence, aucune plainte sérieuse ne s'est produite sous ce rapport.

On peut encore, pour rassurer sur l'exécution de la nouvelle loi, faire valoir cette considération-ci : Le projet déclare que les art. 6, 7 et 8 de la loi du 1^{er} décembre 1849 deviendront applicables. Ainsi la classification des débitants sera déterminée dans chaque localité par le collège des répartiteurs, agissant de concert avec le contrôleur des contributions, conformément aux règles suivies en matière de patente. Il y aura une garantie précieuse contre tout abus, puisque l'art. 8 précité assurera le droit aux contribuables de faire redresser les erreurs commises à leur préjudice, en s'adressant à la députation permanente du conseil provincial, autorité indépendante de l'administration et prononçant en dernier ressort.

Après l'échange de ces observations, la section centrale vote sur la déclaration proposée. Elle n'est point admise, quatre voix s'étant prononcées contre et trois pour.

Un membre persiste à penser que quelque chose doit être dit dans la loi. Il ne veut point y introduire des modifications, qui en dérangeraient l'économie ou qui

pourraient avoir pour conséquence de créer des difficultés d'exécution. Mais, le Gouvernement l'avoue, la classification se fera d'après l'importance du débit. On agira comme le prescrit la loi des patentes (tableau n° 6, tarif A) pour établir la cotisation des marchands détaillants ou boutiquiers, c'est-à-dire qu'on prendra pour base le montant de leur débit. C'est la base la plus rationnelle. Pourquoi la loi ne l'indiquerait-elle pas comme le principe à suivre?

Il y a, il est vrai, l'antécédent de la loi sur le débit des boissons alcooliques. Mais là on comprend jusqu'à un certain point qu'on ait laissé place à un peu d'arbitraire. L'origine de cette loi n'est point fiscale. C'était une consommation préjudiciable à la moralité comme à la santé de l'homme qu'on aurait voulu voir diminuer d'une manière sensible. Un semblable motif n'existe pas pour la consommation du tabac.

Le même membre propose en outre d'insérer dans la loi que le Gouvernement sera tenu de faire connaître dans l'année, qui suivra son exécution, la moyenne de débit qui aura été adoptée pour chaque base.

Il formule cette double proposition en ces termes : déclarer dans la loi que le Gouvernement sera tenu de prendre pour base d'application de la loi le débit présumé et de faire connaître dans l'année la moyenne de débit, qui aura été adoptée pour chaque base.

La proposition est accueillie par quatre voix contre trois.

Pour satisfaire au désir exprimé par la 2^e section, la section centrale s'est occupée de l'examen de la question, qu'elle a posée, à savoir s'il ne serait pas préférable soit de confondre la contribution nouvelle avec le droit de patente, en l'augmentant de manière à atteindre le même résultat financier, soit d'en faire l'objet de deux patentes distinctes.

Le rapporteur de la 2^e section explique les raisons qui pourraient faire préférer ce mode. La section centrale, ou du moins la majorité de ses membres, estime que le résultat financier ne serait pas atteint. Dans une des réponses qui précèdent, M. le Ministre des Finances a dit que les produits seraient nuls ou à peu près, si l'on confondait les deux cotisations en une seule patente.

En effet, il faudrait appliquer le tarif A de la loi de 1819, modifié par l'art. 2 de la loi de 1823. Alors, si l'on se bornait à dire que les débitants de tabac seraient rangés dans une classe supérieure, il pourrait se faire que l'on n'aurait que fl. 0-50, fl. 1-20, fl. 1-50, au lieu de 6, 10 et 15 francs, et pour les débitants de cigares, en partant de la 11^e classe, 4, 6, 8, 10, 15, 20, 25 florins, au lieu de 24 à 96 francs.

Il en serait de même, mais dans des proportions moindres, si on ordonnait de monter de deux classes à la fois et si on exigeait d'augmenter de trois classes, le droit serait souvent trop élevé.

Dans l'application de ce mode il pourrait aussi arriver que le collège des répartiteurs, eu égard aux conséquences de la classification des patentables en ce qui concerne le débit du tabac, rangerait parfois les boutiquiers dans une classe inférieure pour leur patente même de boutiquier. Le trésor serait ainsi exposé à un mécompte et sur le droit de patente, et sur le droit de débit.

Si on admettait une double patente, la seconde ne serait en réalité qu'un droit de débit, ce qui reviendrait au même.

Un membre de la section centrale avait proposé d'affranchir de l'impôt ceux dont la vente aux consommateurs est restreinte au tabac seul.

La section centrale s'est informé des conséquences qu'aurait cet amendement, s'il était admis. M. le Ministre des Finances a fait la réponse suivante :

« Affranchir les débitants qui ne vendent pas de cigares entraînerait une diminution de produits que l'on peut évaluer à 84,000 francs, ainsi qu'il résulte de l'annexe.

» Cette mesure aurait en outre pour conséquence de diminuer la consommation des cigares et d'augmenter celle des autres tabacs, en sorte que les produits du nouvel impôt ne tarderaient pas à descendre à un chiffre insignifiant. »

L'amendement a été rejeté par cinq voix contre une et une abstention.

Un autre membre a proposé de ne faire qu'une seule catégorie pour les débitants de tabac et de cigares. La section a émis le même vote que dans le cas précédent.

Enfin, eu égard aux motifs que le Gouvernement a allégués pour ne point augmenter ni réduire le nombre des classes, la section centrale les a maintenues conformément au projet.

Passant au vote sur l'art. 1^{er}, elle l'a adopté par cinq voix contre deux.

Pour faire droit à la déclaration admise par la majorité de la section, cet article sera terminé par un paragraphe portant : « La classification des débitants est déterminée par l'importance relative de leur commerce ; celle-ci est établie sur le débit présumé. »

L'art. 2 est adopté avec un léger changement de rédaction. Les mots : *pour la consommation*, y sont remplacés par ceux-ci : *directement aux consommateurs*. La pensée est la même.

Les art. 3 et 4 sont adoptés, l'art. 4 avec une addition qui est la conséquence de la déclaration prérappelée.

Deux pétitions relatives au nouvel impôt ont été communiquées à la section centrale : l'une d'un débitant de tabac, l'autre émanant de trois électeurs de Saint-Nicolas. Ces pièces seront déposées sur le bureau pendant la discussion. Les craintes, exprimées dans la seconde, de voir se renouveler l'arbitraire des visites domiciliaires, des violations de domicile, ne sont évidemment pas fondées. Pour constater les contraventions, on ne pourra pénétrer que dans les lieux occupés par les débitants *et ouverts au public*. S'il arrivait qu'un débit clandestin fût tenu dans un lieu non ouvert au public, le Gouvernement n'aurait d'autre moyen d'agir qu'en recourant à la loi commune, qui présente toutes les garanties désirables pour l'inviolabilité du domicile des citoyens.

Le Rapporteur,
VEYDT.

Le Président,
VERHAEGEN.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES, etc.

ARTICLE PREMIER.

Tout débitant de tabac, vert ou sec, en feuilles ou en poudre, ou autrement fabriqué, à l'exclusion des cigares, est soumis à un droit de débit, annuel, d'après le tarif suivant :

- 1^{re} classe, 15 francs ;
- 2^o id., 10 id. ;
- 3^o id., 6 id.

Tout débitant de cigares, sans distinguer s'il vend ou non d'autres tabacs, est soumis à un droit de débit, annuel, de :

- 1^{re} classe, 96 francs ;
- 2^o id., 84 id. ;
- 3^o id., 72 id. ;
- 4^o id., 60 id. ;
- 5^o id., 48 id. ;
- 6^o id., 36 id. ;
- 7^o id., 24 id.

La classification des débitants est déterminée par l'importance relative de leur commerce ; celle-ci est établie sur le débit présumé.

ART. 2.

Sont réputés débitants, tous ceux qui, soit chez eux, soit ailleurs, vendent ou livrent du tabac directement aux consommateurs, sans distinction des quantités.

L'impôt est dû intégralement pour chaque débit tenu séparément par une même personne.

ART. 3.

Les dispositions des art. 3, 5 à 11, 12, §§ 1 et 2 et 13 à 15 de la loi du 1^{er} décembre 1849, *Moniteur*, n° 355, sont rendues communes au droit de débit de tabac.

ART. 4.

La présente loi sera mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1852.

Le Gouvernement communiquera aux Chambres législatives, dans l'année qui suivra l'exécution de la loi, un tableau indiquant le classement des débitants de tabac et la moyenne de débit, qui aura été adoptée pour chaque base.

ANNEXE.

Débit de tabac.

Prévisions d'après le projet de loi.

Les tableaux des patentes accusent en Belgique 15,000 débitants de tabac.
 Soit 10,000 débitants de la 1^{re} catégorie, ne vendant pas de cigares.
 Et 5,000 débitants de cigares (2^e catégorie).

1^{re} CATÉGORIE.

6,000 débitants à 6 francs . . .	fr.	36,000	
3,000 id. à 10 id.		30,000	
1,000 id. à 15 id.		15,000	
10,000	fr.	81,000	ci fr. 81,000

2^e CATÉGORIE.

1,800 débitants à 24 francs . . .	fr.	43,200	
1,200 id. à 36 id.		43,200	
800 id. à 48 id.		38,400	
500 id. à 60 id.		30,000	
400 id. à 72 id.		28,800	
200 id. à 84 id.		16,800	
100 id. à 96 id.		9,600	
5,000	fr.	210,000	ci fr. 210,000
		Total . . .	fr. 291,000

Soit en chiffres ronds, 300,000 francs.